

Edito

Mayotte meurtrie par la tempête Chido.

Administrateurs salariés parrainés par la CGT nous apportons toute notre solidarité aux Mahorais.

Les collègues d'ENEDIS, de SEI (Système énergétique insulaire) ou encore de la DPNT (Division Production Nucléaire et Thermique) sont à pied d'œuvre pour aider ce département français isolé et meurtri.

EDM (Electricité De Mayotte) est l'opérateur public local, et comme dans bien d'autres événements climatiques d'ampleur, il revient au Service public national EDF (actionnaire à 25% d'EDM) d'assurer le retour de l'électricité. Restaurer le réseau électrique pour tous les habitants est également indispensable pour la production d'eau et le fonctionnement des opérateurs téléphoniques.

EDF une entreprise pas comme les autres

En situation de crise ou dans l'exercice de ses nombreuses missions, EDF n'est pas une simple « Business Unit ».

Contrairement à notre PDG qui souhaite qu'EDF devienne une entreprise comme une autre, la CGT porte une autre vision. Elle est le maillon essentiel de la transition énergétique et de la fourniture d'un bien de première nécessité qu'est l'électricité.

EDF doit assumer ses missions de service public, mais pour cela l'Etat (seul actionnaire) doit lui donner de la visibilité et les moyens de mettre en œuvre les politiques de planification comme les prochaines PPE et SNBC (Stratégie Nationale Bas Carbone).

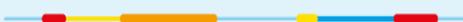
EDF, en tant qu'outil national de la transition énergétique à faible empreinte carbone, ce doit être une électricité fiable et abordable pour les citoyens, tout en étant compétitive pour nos industries.

Recul de l'urgence climatique ?

Dans un contexte global où les préoccupations économiques et géopolitiques prennent le pas sur les considérations environnementales, le prochain président des Etats-Unis prône l'augmentation de la production et les exportations d'hydrocarbures et gaz de schiste. Il exhorte l'Europe à lui en acheter plus sous peine de nouvelles taxations douanières...

Aussi, sa déclaration sur l'arrêt des projets éoliens offshore pourrait entraîner des conséquences directes sur les projets d'EDF Renouvelables en Amérique du Nord.

Pour la CGT, nous devons trouver un équilibre entre les impératifs économiques et la préservation de la planète. Le groupe EDF doit y trouver toute sa place en tant que leader de fourniture d'énergie à faible empreinte carbone.

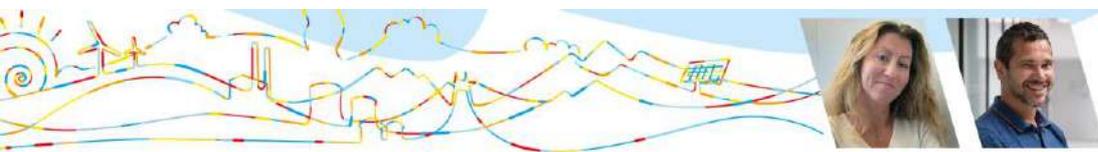


Performance de la Production en France

En 2024, la production hydraulique a été exceptionnelle. Quant à la production nucléaire, elle sera bien au-dessus des prévisions initiales (comparé à l'objectif initial de 315 à 345 TWh, puis révisé en septembre à 340 à 360 TWh) et atteindra les 364 TWh, grâce à d'excellentes performances.

Ce résultat est directement lié aux ventes d'énergie sur le marché, qui dépend lui-même de plusieurs facteurs, notamment les demandes des réseaux, les besoins de modulation selon les prévisions de consommation et de la météo, la production des énergies renouvelables, ainsi que les besoins de nos pays voisins. L'optimisation des arrêts de tranche, la gestion efficace des chantiers (y compris la corrosion sous contrainte), et surtout le professionnalisme et la mobilisation sans faille des salariés ont permis de surmonter les difficultés des années précédentes.

| Production totale en France | Production nucléaire | Production hydraulique | Exportations nettes |
|-----------------------------|----------------------|------------------------|---------------------|
| ~540 TWh | 361,7 TWh | 50,6 TWh | 89 TWh |



EPR2 la suite....

Depuis le discours de Belfort du Président Macron en février 2022 sur la relance de la filière nucléaire, nos équipes d'ingénierie ont progressé sur la conception de nos EPR2, mobilisant des ressources tant chez EDF que nos partenaires industriels. Des avancées alignées sur les objectifs d'entreprise et de la décarbonation de la France.

Malgré la nécessaire souveraineté et indépendance énergétique française ainsi que nos engagements d'émissions « zéro CO₂ net » en 2050, nous n'avons toujours pas reçu d'engagement financier de l'État actionnaire pour lancer la construction des futurs EPR2. Cela laisse le Groupe EDF dans une équation budgétaire complexe alors qu'il est indispensable de recruter pour organiser toutes nos divisions et filiales telles que FRAMATOME et ARABELLE.

Administrateurs salariés CGT, nous soutenons l'engagement des salariés qui ont exprimé leur détermination à relever les défis et leur confiance en l'avenir. Soyons à la hauteur de leurs attentes pour ces projets exceptionnels qui revitaliseront notre tissu industriel et permettront à notre économie d'être plus attractive. Il est maintenant temps de sécuriser le financement des EPR2 pour avancer résolument vers leurs constructions dans les meilleurs délais possibles.

Photowatt : Le projet de cession à une start-up n'a pas abouti au vu des nombreuses incertitudes relevées par les représentants des salariés. La concurrence, notamment celle de la Chine, qui produit des quantités considérables de panneaux solaires à des prix très bas, compromet toute possibilité de développer des produits européens compétitifs. EDF envisage donc d'abandonner cette activité. Le groupe détenu à 100% par l'Etat devra être exemplaire socialement et notamment proposer des offres de mobilité à nos collègues, la CGT y veillera.

Nuward :

Le projet initial est rangé dans les cartons. Les ruptures technologiques espérées étant trop longues à aboutir, le groupe a changé sa stratégie et étudie différentes hypothèses pour un nouveau prototype Nuward basé sur des technologies déjà éprouvées. Avec ses réseaux bien connectés, l'attrait pour l'électricité nucléaire des pays européens semble correspondre à des installations de puissance autour de 1000MW ou plus. Quant aux SMR, ils pourraient trouver un marché pour des installations de 300/400 MW pour les électro-intensifs ou pour la production de chaleur.

Fin de l'Arenh dans 1 an au 31 décembre 2025. Quels seront les futures offres de l'électricité ?

- **Tarifs régulés** « TRV » pour les particuliers et petits artisans ;
- **Offres de détail moyen terme** jusqu'à 5 ans où les fournisseurs alternatifs pourraient se fournir ;
- **Contrats de gré à gré** (PPA) ;
- **CAPN et CNS** (Contrat d'allocation de production nucléaire // Contrats nucléaires simplifiés) réservés aux gros consommateurs d'électricité.

La vision pour le service public de l'électricité n'est pas facile à voir avec ce énième gouvernement en moins d'un an ! L'énergie change de nouveau de ministère et se retrouve rattachée à M. Ferracci. Entre EDF et l'Etat le bras de fer se poursuit sur la fourniture auprès des industriels électro-intensifs mais aussi l'industrie chimique. D'un côté les industriels qui, pour investir en France, doivent avoir un coût de l'électricité la plus faible possible et de l'autre EDF doit pouvoir couvrir ses coûts et investissements. Il est sûr qu'une ponction par des dividendes versés à l'Etat ne fera qu'amplifier cette difficile équation !

Notre nouveau ministre en charge de l'énergie, Marc Ferracci a pris récemment des positions pour les industriels. S'il impose une baisse des revenus d'EDF, sauf à s'endetter de façon disproportionnée, EDF n'aurait d'autre choix que de réduire ses investissements ...

Il faut trouver le bon équilibre. D'un côté des prix suffisamment bas pour nos concitoyens et la compétitivité de nos entreprises. De l'autre, des revenus suffisants pour qu'EDF assure les financements sur son exploitation au quotidien et ses investissements nécessaires pour garantir l'avenir.